

# DEUTSCHER ÉCRIT A GOMULKA

On sait que cinq communistes polonais, Modzelewsky, Kurion, Haas, Smiech, Badowsky, ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour leurs opinions critiques de la politique suivie par le gouvernement de Gomulka formulées dans un long document qui n'a pas été publié. Ces condamnations ont suscité il y a peu de mois une protestation des étudiants de l'Université de Berkeley en Californie qui sont au premier rang de la lutte contre la guerre au Vietnam (1).

Récemment, Isaac Deutscher a élevé une protestation contre ces condamnations dans une lettre ouverte à Gomulka et au Parti des

(1) Voir notre numéro d'avril 66

Travailleurs Polonais. Nous reproduisons ci-après cette lettre qui ne nécessite de notre part aucun commentaire.

Ajoutons que la revue de l'émigration polonaise *Kultura* a regretté que les emprisonnés aient refusé de lui transmettre leur document politique d'une centaine de pages et déclare qu'ils souffrent d'un « complexe anti-émigré » qui aurait pour résultat que l'humanité ne connaîtra jamais les positions pour lesquelles ils ont été emprisonnés. Nous voyons dans ce prétendu « complexe » une raison de plus pour défendre les emprisonnés, car ce « complexe » a par lui-même une signification politique, une signification de classe.

nistes ; vous n'avez pas, pour autant que je sache, mis en prison et enchaîné aucun de vos trop nombreux et virulents opposants anticommunistes : et vous méritez la considération pour la modération avec laquelle vous les traitez. Mais pourquoi refusez-vous ce traitement à ceux qui vous critiquent sur la gauche ? Haas, Modzelewsky et leurs amis ont été amenés devant le tribunal, les mains liées et sous bonne garde. Des témoins ont raconté comment ils ont levé leurs poings enchaînés selon le vieux salut communiste et ont chanté l'Internationale. Ce détail en dit long sur leur caractère politique et leur loyauté. Combien de vos dignitaires, Wladyslaw Gomulka, entonneraient aujourd'hui l'Internationale de leur propre volonte ?

J'ai été informé qu'avant le procès, pendant l'instruction, le fonctionnaire qui la dirigeait avait allégué que Haas et d'autres accusés avaient travaillé en contact avec moi. Je ne sais si le procureur a retenu cette accusation devant le tribunal. De toute manière l'accusation est totalement fallacieuse. Laissez-moi vous dire que si les accusés avaient essayé d'entrer en contact avec moi, je leur aurais volontiers répondu. Mais le fait est que je n'ai jamais eu aucun contact avec aucun d'entre eux. Je n'ai même pas vu un seul de leurs tracts ou brochures. Je juge leur comportement uniquement à partir des informations qui m'arrivent de vive voix ou par des journaux d'Europe occidentale.

Je dois peut-être expliquer que depuis la seconde guerre mondiale, je n'ai participé en aucune manière à la vie politique polonaise, et que, n'étant membre d'aucune organisation politique, trotskyste ou autre, je ne parle qu'en mon nom personnel. J'ajouterais cependant qu'en de très rares occasions j'ai rompu l'abstinence politique que je m'étais imposée. J'ai protesté quand vous, Wladyslaw Gomulka, avez été emprisonné et calomnié, dans les dernières années de la période de Staline. Sachant parfaitement bien que je ne pouvais pas partager vos conceptions, j'ai exprimé ma solidarité avec vous. De même, je ne sais si je peux approuver pleinement les vues de Haas, Modzelewsky et de leurs camarades. Mais dans leur cas comme dans le vôtre je pense pouvoir reconnaître la terreur policière réactionnaire pour ce qu'elle est et distinguer la calomnie de la vérité.

Une autre occasion dans laquelle je me suis permis de dire un mot sur les affaires politiques polonaises, c'était en 1957, lorsque j'ai expliqué dans un essai particulier la Tragédie du communisme polonais entre les deux guerres mondiales. Vous devez vous rappeler que vos censeurs stalinien du groupe natolinien confisquèrent l'essai alors que *Polityka* entreprenait de le pu-

blier ; et qu'alors vous, Wladyslaw Gomulka, avez ordonné qu'il fut largement distribué parmi les membres du parti. Dans ces jours si lointains, juste après l'« Octobre polonais », vous souteniez que les communistes polonais devaient connaître mon écrit sur les dégâts que Staline avait fait à leur parti en livrant presque tous ses dirigeants au peloton d'exécution. Vous saviez que j'avais été l'un de ces quelques communistes qui protestèrent contre ce crime en 1938, et contre la désintégration et le dénigrement de ce qui avait été jadis notre parti commun. Moscou a « réhabilité » le parti polonais et ses dirigeants ont fait de 17 à 18 années seulement ; et alors vous, Wladyslaw Gomulka, vous vous êtes excusé pour avoir gardé le silence en 1938, bien que vous n'ayez pas cru les calomnies stalinien. Je ne crois pas que vous ayez raison maintenant en poursuivant et en emprisonnant des membres de votre propre parti qui sont vos critiques de gauche, et je ne peux garder le silence.

Puis-je vous rappeler vos propres paroles prononcées à la fameuse huitième session du Comité central d'octobre 1956 ? « Le culte de la personnalité n'était pas une question limitée à la personne de Staline », disiez-vous alors, « c'est un système qui avait été transplanté depuis l'U.R.S.S. dans presque tous les partis communistes... Nous en avons fini, ou plutôt, nous sommes en train d'en finir une fois pour toutes avec ce système. » (Souligné par vous.)

Mais n'êtes-vous pas dans une certaine mesure en train de rétablir ce système ? Souhaitez-vous que ces procès marquent le dixième anniversaire de votre réhabilitation et celui de cet « Octobre polonais » pendant lequel vous avez fait surgir tant d'espoir pour l'avenir ?

Au nom de ces espérances et au nom de votre propre passé, celui d'un combattant et d'un prisonnier politique sous Pilsudski et sous Staline, je fais appel à vous et à vos collègues du Comité central :

Ne permettez pas que cette mascarade de justice continue ! Faites lever le secret qui entoure les cas de Haas, Modzelewsky, et des autres camarades. Si vous pensez qu'ils sont coupables de délits graves, publiez alors tout le compte rendu du procès et laissez-le parler de lui-même. De toute manière, je fais appel à vous pour ordonner une révision immédiate et publique du procès. Si vous refusez cette demande, vous resterez condamnés comme des épigones du stalinisme coupables d'étouffer votre propre parti et compromettant l'avenir du socialisme.

Isaac DEUTSCHER.

Londres, le 24 avril 1966.

## A VLADYSLAW GOMULKA

Je vous adresse cette lettre pour protester contre les récents procès secrets et les condamnations de Ludwik Haas, Karol Modzelewsky, Kazimierz Badowsky, Stefan Smiech, Kurion, et d'autres membres de votre parti. Selon toutes les informations disponibles, ces hommes ont été privés de leur liberté uniquement parce qu'ils ont exprimé des opinions critiques sur votre politique ou certains de ses aspects, et parce qu'ils ont déclaré leur désaccord avec l'arbitraire bureaucratique et la corruption qu'ils voient se répandre dans leur pays. L'accusation portée contre eux est d'avoir diffusé des tracts et une brochure comportant « des informations fallacieuses, portant atteinte à l'Etat et à ses autorités suprêmes ». Le procureur public, semble-t-il, ne les a accusés d'aucun crime ou délit plus grave.

Si c'est cela l'accusation, la condamnation de ces hommes est honteuse et scandaleuse. Plusieurs questions doivent être posées : Pourquoi, en premier lieu, la cour a-t-elle siégé à huis-clos ? On ne pouvait certainement pas invoquer ou impliquer une affaire de sécurité de l'Etat. Tous les accusés sont des enseignants universitaires ou des étudiants et, ce qu'ils ont cherché à faire, c'est à communiquer leurs opinions à leurs collègues étudiants. Pourquoi n'ont-ils pas eu un procès public et loyal ? Pourquoi vos propres journaux n'ont-ils pas donné un résumé des accusations et des plaidoyers de la défense ? Est-ce parce que l'affaire est si absurde et si honteuse que vous-même sentez que vous ne pouvez pas la justifier ou l'excuser et qu'ainsi vous préférez la couvrir par le silence et l'oubli ? Pour autant que je sache, le procureur public et les juges n'ont pas mis en cause les mobiles des accusés, ni mis en doute leur intégrité. Les accusés se sont déclarés être et se sont comportés comme des communistes non-conformistes dévoués, profondément

convaincus de la vérité et de la validité du marxisme révolutionnaire.

Je sais que l'un d'eux, Ludwik Haas, était déjà avant la deuxième guerre mondiale, membre de l'organisation communiste, appelée trotskyste, dont je fus l'un des fondateurs et porte-parole. Il a ensuite passé 17 années dans les prisons, les camps de concentration et lieux de déportation de Staline. Libéré en 1957, il est retourné en Pologne, libre de toute amertume et animé si fortement par une foi en un avenir socialiste meilleur qu'il a décidé de rejoindre votre parti ; il y fut accepté comme membre. Personne ne lui a demandé de renoncer à son passé, et il n'a pas renoncé à ses anciennes conceptions « trotskystes » un seul instant — au contraire, il les défendait ouvertement et infatigablement. Cette seule manifestation met en évidence son courage et son intégrité. Croyez-vous réellement, Wladyslaw Gomulka, que vous ayez dans votre « appareil » et dans votre administration, beaucoup de personnes d'un désintéressement comparable et d'un tel idéal ? Regardez autour de vous, regardez la foule de serviteurs qui vous entourent, tous ces opportunistes sans principes et sans honneur qui vous courtisent, comme ils l'ont fait pour Bierut, et comme certains d'entre eux courtoisaient même Rydz-Smigly et Pilsudski. Sur combien de ces bureaucrates votre gouvernement et le socialisme peuvent-ils compter en cas de danger, comme il peut compter sur les hommes que vous avez jetés en prison ?

Récemment, votre gouvernement a encore proclamé avec une certaine fierté qu'il n'y avait pas eu en Pologne de prisonnier politique depuis 1956. Cette déclaration, si elle est vraie, était en effet quelque chose dont on pouvait être très fier dans un pays dont les prisons sous tous les régimes ont toujours été pleines de prisonniers politiques et particulièrement de commu-

# CASTRO : IL FAUT AU CHILI UNE

On lira ci-dessous quelques extraits du discours prononcé par Fidel Castro à La Havane le 13 mars. Il s'agit de la réponse aux accusations de Frei, le président démocrate-chrétien du Chili qui, ayant fait tirer sur les mineurs, accusa la conférence tricontinentale d'avoir fomenté la grève.

L'intérêt de ces extraits est de montrer qu'après les attaques anti-trotskistes auxquelles il s'est livré, Castro, dans les positions qu'il adopte sur la révolution chilienne ne fait aucune concession à l'idée stalinienne de limitation de la révolution, en Amérique

latine, au stade démocratique-bourgeois.

Les idées exposées par Castro sur le Chili rejoignent, en fin de compte, la théorie de la révolution permanente... défendue par Léon Trotsky et notre mouvement.

Castro rapporte qu'une délégation de parlementaires chiliens s'est rendue à Cuba. A la suite d'un incident, tous sont repartis, sauf deux d'entre eux, avec lesquels il a eu des entretiens.

## SEULE UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST POSSIBLE (1)

Nous avons eu des discussions avec ces députés. Et nous leur avons expliqué que, pour faire une révolution, il faut d'abord faire face à l'impérialisme ; que pour faire une révolution, même si elle n'est pas socialiste, même si elle est démocratique-bourgeoise, ou nationaliste, ils auront à faire face à l'impérialisme, et à l'oligarchie nationale.

Je leur ai dit aussi qu'à mon avis les conditions propres au Chili ne permettaient pas une révolution de ce dernier type, mais que, compte tenu de ces conditions, si on voulait une

révolution, ce serait nécessairement une révolution socialisée, et j'ai expliqué pourquoi. La raison en est qu'un pays sous-développé et écrasé de dettes, comme le Chili, un pays où les larges masses de la population vivent dans les pires conditions, serait obligé de porter atteinte aux intérêts de l'impérialisme, de l'oligarchie, de la grande industrie, du commerce d'importation et d'exportation, et des banques, s'il voulait donner quelque chose aux masses ouvrières et paysannes...

...Ce qui détermine la nature d'une

révolution, c'est la volonté de modifier les structures sociales au bénéfice des classes exploitées, ce qui ne peut se faire qu'au détriment des classes exploiteuses. Leur politique vis-à-vis du cuivre n'est pas ce qui décidera s'il s'agit ou non d'une révolution, car il y a des gouvernements qui nationalisent une entreprise étrangère, sans faire une révolution pour cela. Le facteur déterminant n'est pas le moment où le cuivre sera nationalisé ou non, mais c'est par la totalité de ses actes qu'on appréciera la nature de la révolution, par la totalité de sa politique vis-à-vis de chaque classe, par la volonté — ou l'absence de volonté — d'agir dans l'intérêt des ouvriers, des paysans, des exploités. Ils me dirent qu'ils allaient faire une réforme agraire limitant la propriété à 80 hectares. Je leur ai répondu : Si vous faites une révolution des « 80 hectares », vous aurez à vous battre contre l'oligarchie, et vous ne pouvez le faire sans le soutien des larges masses et des ouvriers.

Nous avons rappelé que notre réforme agraire avait d'abord fixé la limite à plus de 300 hectares. Or, chacun sait la résistance des grandes propriétés, et comment ils se mirent aussitôt à conspirer. Et, naturellement, je leur ai montré que s'ils indemnisaient les grands propriétaires en les payant comptant, ils n'au-

raient plus de ressources pour aider les paysans et mécaniser les régions agricoles.

Que se passe-t-il, en réalité, au Chili ? Se peut-il qu'une révolution y ait vraiment lieu ? Se peut-il que le gouvernement chilien ait la volonté de faire face à l'impérialisme, à l'oligarchie, à la grande bourgeoisie industrielle, aux intérêts de la banque et des affaires ? Non. La première grande erreur de ces tentatives est de croire en la possibilité de concilier les intérêts des différentes classes, de croire qu'on peut faire la révolution, ou qu'on peut même en parler dans un esprit de conciliation entre les classes ; de croire qu'on peut concilier les intérêts de l'impérialisme avec ceux de la nation, qu'on peut concilier les intérêts des oligarchies avec ceux des paysans, ceux de la grande bourgeoisie, avec ceux des ouvriers.

C'est là une très vieille histoire ; ces problèmes ont été discutés depuis plus d'un siècle. Que se passe-t-il, en fait ? Les ouvriers sont contre le gouvernement démocrate-chrétien, et ceci parce qu'ils n'accepteront jamais de faire des sacrifices au profit de la bourgeoisie, au profit des riches.

Un gouvernement peut demander aux ouvriers de faire des sacrifices lorsqu'une révolution a été faite pour les ouvriers, quand il y a un chan-